REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

Visite au Cameroun de M. Laurent Fabius Ministre français des Affaires Etrangères Et du Développement International

DOSSIER DE PRESSE / PRESS KIT

Yaoundé, 21-22 février 2015.

www.prc.cm

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

Visite au Cameroun de Monsieur Laurent FABIUS, Ministre français des Affaires Etrangères et du Développement International

PROJET DE PROGRAMME

Samedi 21 février 2015

- **16h30:** Arrivée à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen
- **17h15:** Séance de travail au MINREX
- **18h:** Audience au Palais de l'Unité
- **19h:** Conférence de presse à l'Ambassade de France

Dimanche 22 février 2015

- **07h:** Déjeuner avec les Agences humanitaires basées à Yaoundé
- **08h45:** Départ pour Niamey au Niger

CE QUE LE PRESIDENT PAUL BIYA A DIT SUR BOKO HARAM

1. « L'heureux dénouement de cette affaire est incontestablement le fruit d'une coopération exemplaire entre les gouvernements français, nigérian et camerounais. Leurs services ont fait preuve d'une remarquable efficacité et de beaucoup de discrétion.

La principale leçon que m'inspire cette affaire, au moment où je vous parle, est que **les problèmes de sécurité que connaît notre continent, ne seront réglés que par une coopération étroite au niveau international**. A l'évidence, cette coopération doit être renforcée de toute urgence.

Je tiens, pour ma part, à réaffirmer ma détermination à ne ménager aucun effort pour que le Cameroun demeure une terre d'hospitalité, de tolérance, de stabilité et de paix ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Déclaration à l'occasion de la réception des ex-otages Français (Famille Moulin-Fournier) au Palais de l'Unité – Yaoundé, le 19 avril 2013.

2. « Nous sommes ici pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter vigoureusement contre Boko Haram (…). Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. **Nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram**. On va le poursuivre et on vaincra cette chose terroriste parce que les inconvénients sont nombreux ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Propos lors de la conférence de presse conjointe des Chefs d'Etat à l'issue du Sommet de Paris pour la sécurité au Nigéria – 17 mai 2014.

3. « Il y a quelques semaines, nos forces ont marqué des points importants contre le Boko Haram. Mais c'est une lutte longue, on a affaire à un ennemi pervers, sans foi ni loi, qui attaque la nuit, qui égorge, et qui a évidemment fait des exactions à Kolofata et à Hile-Halifa. Alors **ce que je peux dire, c'est que les Camerounais doivent garder confiance**. Le chef d'Etat-Major, je l'ai envoyé là-bas pour réorganiser notre dispositif ; j'ai envoyé des secours, des renforts en hommes et en matériels. Il n'est pas exclu…je ne peux pas en dire plus… nous avons renforcé notre potentiel et je crois que les jours à venir montreront que nos efforts pour organiser une riposte et la défense de notre territoire sont efficaces.

Permettez-moi d'ailleurs de saisir cette occasion pour consoler nos frères, nos compatriotes de l'Extrême-Nord qui ont subi les sévices, les deuils ; les assurer de la compassion et la solidarité de toute la nation camerounaise. Nous ne les laisserons pas, au contraire **nous allons continuer à les protéger et à combattre cet ennemi sans relâche**. Je présente mes condoléances à ceux qui ont perdu un membre de leur famille ; (…) Et à tous les Camerounais, je demande de continuer à faire confiance au Gouvernement, aux forces de l'ordre.

Je salue également nos soldats dont certains sont tombés, qui ont fait montre de patriotisme, de bravoure. Je les encourage à aller de l'avant.

Pour tous les Camerounais, je dis ceci : dans la vie d'une nation, il y a des moments difficiles. A ces moments-là, il faut faire preuve de courage, de solidarité et de patriotisme. Pour ce cas précis, je dis que le Cameroun a eu à traverser d'autres épreuves. On a eu à lutter contre ce même Nigeria pour Bakassi et avant, on a éradiqué les maquis (des mouvements révolutionnaires), on est venu à bout des « villes mortes » ; **ce n'est pas le Boko Haram qui va dépasser le Cameroun**. Nous continuons le combat et nous les vaincrons ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Interview à la presse à l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen avant de quitter Yaoundé pour le Sommet Etats-Unis/Afrique - 02 août 2014.

4. « Le Cameroun doit aujourd'hui faire face aux incursions de Boko Haram. Nous avons pris des dispositions pour nous défendre. Mais **il s'agit là d'un phénomène transnational qui appelle aussi une réponse transnationale**. Il s'agit d'un extrémisme qui conteste les valeurs de la démocratie et de nos sociétés. Il est non seulement une menace pour l'Afrique mais aussi pour d'autres régions du monde.
Nous devons, ensemble, faire barrage à son avancée.

Le terrorisme a pour corollaire la piraterie, le commerce illicite des armes, les trafics de toutes sortes.

Là aussi, nous devons conjuguer nos efforts.

Enfin, la menace la plus pernicieuse à la paix est la pauvreté.

Ce caractère global de la menace qui pèse sur la paix et la stabilité régionale appelle une réponse toute aussi globale. Tous les membres de la communauté internationale doivent y contribuer.

Nous pensons qu'il convient là aussi d'établir un véritable partenariat. Car la paix et la sécurité sont les conditions sine qua non de la stabilité et du développement des Etats en Afrique comme ailleurs. Elles sont la condition sine qua non de l'harmonie entre les nations ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Intervention sur le thème « Paix et stabilité régionales ». Washington, le 06 août 2014.

5. « A titre d'exemple, je me permettrai d'appeler l'attention sur la situation de mon pays actuellement en butte aux attaques de la secte Boko Haram. Je remarquerai au passage que tous les pays voisins immédiats du Nigeria sont membres de l'OIF et sont donc concernés comme le Cameroun.

Face à un ennemi commun qui conteste toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés, la solidarité doit jouer à plein. L'Histoire récente nous enseigne qu'avec ce genre d'adversaire il ne peut y avoir de compromis ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Discours lors de l'ouverture du 15eme Sommet de la Francophonie, Dakar le 29 novembre 2014.

6. « S'agissant de Boko Haram, cette organisation terroriste s'était auparavant livrée à des coups de main pour enlever des otages isolés ou pour piller des biens publics ou privés.

Encouragés par leur emprise sur le nord-est du Nigeria, ces soi-disant « djihadistes » ont lancé contre la région de l'Extrême-Nord de notre pays des opérations de plus grande envergure. On se souvient de l'attaque du camp d'une entreprise chinoise à Waza et du raid contre Kolofata. L'une et l'autre se soldèrent par plusieurs morts et l'enlèvement de nombreux otages.

Cela ne pouvait pas être toléré. Nous avons donc mis en place un dispositif de riposte et de prévention qui a rapidement fait ses preuves. A chacune de ses tentatives, Boko Haram essuie désormais de lourdes pertes en vies humaines et en matériels. On peut espérer qu'ils en tireront des leçons.

Je voudrais à ce point rendre un vibrant hommage à nos forces armées dont la vaillance s'est illustrée lors des récents combats.

J'ai eu l'occasion de dire que la Nation, dans son ensemble, devait se mobiliser derrière son armée.

Les nombreux témoignages qui me parviennent de toutes nos régions me laissent penser qu'il en est bien ainsi. J'ai apprécié tout particulièrement les prises de position de nos compatriotes musulmans. Ils ont bien compris, comme tous les autres Camerounais, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une guerre dont la religion était l'enjeu. Ils ont bien compris qu'il s'agissait d'une réponse à une agression extérieure de la part d'une organisation terroriste qui n'adhère pas aux valeurs d'une société fraternelle ».

« Je voudrais également rappeler ici que nous ne sommes pas seuls confrontés à cette menace qui transgresse les frontières des Etats. Certains de nos voisins, le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Bénin, coopèrent avec nous pour opposer un front commun à Boko Haram.

L'Organisation des Nations Unies et plusieurs grandes puissances, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, nous soutiennent aussi ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

Message à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2014 et du nouvel an 2015 – 31 décembre 2014

7. « Dans mon dernier message à la Nation, il y a quelques jours, j'ai eu l'occasion de parler de l'intensification des attaques de Boko Haram contre le nord de mon pays et de la façon dont nous avons réagi.

Nous avons, comme vous le savez, renforcé nos forces de défense, dans la région concernée, par des mesures pour protéger notre population contre les attaques récurrentes des terroristes et préserver notre intégrité territoriale. Comme beaucoup d'autres pays, confrontés de par le monde à cette menace, nous avons pris des dispositions d'ordre législatif et réglementaire pour prévenir et éradiquer le terrorisme. C'est le sens de la loi que vient d'adopter le Parlement. Cette loi a été saluée par l'immense majorité du peuple camerounais qui en comprend le bien fondé.

Je voudrais aujourd'hui insister sur le caractère global de la menace dont nous sommes l'objet.

Ceux qui ont tenté d'asservir le Mali, ceux qui s'en prennent périodiquement à notre territoire national, ceux qui probablement ont influencé certaines factions en Centrafrique et ceux qui ont créé le chaos en Somalie poursuivent les mêmes objectifs : établir leur pouvoir sur la bande sahélienne de l'Atlantique à l'océan Indien et y installer leur régime obscurantiste impitoyable.

A menace globale, riposte globale. Telle devrait être la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et de nos organisations régionales.

Nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Bien qu'affaibli par les pertes qui lui ont été infligées, notre adversaire n'en reste pas moins capable de revenir à la charge. Ses coups de main au nord du Mali et ses attaques répétées contre notre territoire sont là pour nous en convaincre. Il faut que l'on sache que la distance qui peut séparer un pays des zones de combat n'est pas une assurance tous risques.

Pour ma part, je persiste à croire que la menace que représentent les djihadistes, Boko Haram et autres Shebabs, ne pourra être levée que par une mobilisation au niveau international. Beaucoup l'ont compris. Il reste à en tirer les conséquences. C'est le lieu pour moi de me féliciter du soutien multiforme que nous apportent non seulement l'Organisation des Nations Unies, mais aussi certaines grandes puissances, notamment les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne. Nous les remercions de leur engagement déterminé à nos côtés dans cette lutte ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

Discours en réponse aux vœux du corps diplomatique – 8 janvier 2015

8. **« Je vous donne en exemple nos jeunes soldats qui veillent à notre sécurité le long de nos frontières**. Leur vaillance, leur sens du devoir et du sacrifice, nous montrent ce que peut être, porté au plus haut degré, l'amour de la patrie.

Ce combat qu'ils mènent en notre nom, au péril de leur vie, est celui de toute la Nation. Avec le soutien de chacun d'entre nous, il ne fait aucun doute que nous en sortirons vainqueurs. Les pays amis, les pays épris de paix et de liberté, la communauté internationale, l'opinion mondiale, sont avec nous ».

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Message à la jeunesse à l'occasion de la 49ème édition de la fête de la Jeunesse – 10 février 2015

9. « Qu'il me soit permis de repréciser qu'il ne s'agit aucunement d'une « croisade » contre l'Islam ou d'un épisode d'une quelconque « guerre des civilisations ».

La réalité est simple. Il y a d'un côté, le nôtre, les tenants d'une société moderne et tolérante, garantissant l'exercice des droits de l'homme, dont ceux de religion, ainsi que la démocratie représentative. De l'autre côté, c'est-à-dire du côté de Boko Haram et des mouvements qui lui ressemblent, il y a les partisans d'une société obscurantiste et tyrannique, sans considération aucune de la dignité humaine.

Vous en conviendrez avec moi, il y a une totale incompatibilité entre ces deux modèles de société. Et partant une totale impossibilité de compromis.

Il nous faut donc mettre un terme aux actions et agissements des mouvements terroristes. Il nous faut éradiquer Boko Haram. De la sorte, nous pourrons rassurer nos populations et mieux nous consacrer au seul combat qui vaille : la lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme africain. »

Paul BIYA, Président de la République du Cameroun
Discours lors de l'ouverture de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) consacrée à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram – 16 février 2015.

L'APPEL DU CHEF DE L'ETAT A LA RIPOSTE GLOBALE CONTRE BOKO HARAM ET LA REPONSE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le 8 janvier 2015, dans son discours en réponse aux vœux du Corps diplomatique accrédité au Cameroun, le Président Paul BIYA a appelé à une mobilisation au niveau international face aux actes barbares perpétrés par le groupe terroriste Boko Haram contre le Nigeria et le Cameroun.

Le Chef de l'Etat a indiqué que la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et des organisations régionales face à la menace que fait peser Boko Haram sur la paix, la sécurité et la stabilité du contient devait être collective, car, a-t-il souligné, « A menace globale, riposte globale ».

L'appel du Président Paul BIYA a été entendu car, lors du 24ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) tenu les 30 et 31 janvier 2015 à Addis-Abeba en Ethiopie, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné les attaques terroristes horribles commises par Boko Haram.

Pour la Présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, les activités du groupe terroriste Boko Haram constituent une grave menace pour la sécurité et le développement non seulement pour le Nigeria et la région, mais également pour l'ensemble du continent.

En conséquence, l'Afrique dans son ensemble a le devoir et l'obligation d'apporter tout le soutien nécessaire aux États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et au Bénin, conformément aux principes de solidarité africaine et d'indivisibilité de la paix et de la sécurité sur le continent.

Mme Dlamini-Zuma a appelé à une "réponse collective" contre Boko Haram.

Pour sa part, Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la volonté de l'UA de créer une force régionale de lutte contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram.

Dénonçant "la brutalité sans nom" des miliciens de Boko Haram, M. Ban Ki-moon a estimé qu'il fallait une "coopération régionale et internationale" pour lutter contre le groupe.

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA a appelé à la création d'une force militaire régionale de 7.500 hommes pour contrer le groupe islamiste.

Une réunion d'experts militaires africains s'est tenue du 5 au 7 février 2015 à Yaoundé pour élaborer le concept d'opération et les règles d'engagements de la Force Multinationale Mixte (FMM) de7 5000 personnels militaires et autres chargée de lutter contre Boko Haram

Au terme de cette réunion, les pays membres de la CBLT et le Bénin ont arrêté le principe d'une force de 8 700 hommes (plus 1 200 hommes par rapport à ce qui avait été initialement prévu). Les experts ont convenu de l'établissement du Quartier général de la Force à N'Djamena, conformément aux conclusions de la 5e réunion des Ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la CBLT du 20 janvier 2015 à Niamey au Niger. Reste à résoudre l'équation du financement.

Lors de la concertation entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, tenue le 31 janvier 2015 à Addis-Abeba, en marge du 24e Sommet de l'Union Africaine, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné, avec la plus grande fermeté, les actes barbares et inacceptables perpétrés par le groupe terroriste Boko Haram contre les Etats du Bassin du Lac Tchad. Ils se sont félicités des décisions de l'UA d'autoriser le déploiement de la FMM.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont exprimé toute leur solidarité à l'endroit du Président Paul BIYA, pour la lutte que le Cameroun mène contre l'agression à laquelle il fait face. Ils ont félicité les Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun pour leur bravoure et leur patriotisme et les ont encouragées à poursuivre leurs efforts, sans relâche, jusqu'à l'éradication du groupe terroriste Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé toute leur gratitude au Président de la République du Tchad, S.E. Idriss DEBY ITNO, pour le soutien fraternel que lui-même et son peuple apportent à la République du Cameroun en envoyant un contingent important pour la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé d'activer les mécanismes appropriés de la Communauté, notamment le Pacte d'Assistance Mutuelle entre les Etats membres de la CEEAC et les dispositions pertinentes du Protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) en vue de mettre en place une stratégie sous-régionale pour soutenir le Cameroun et le Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui menace de déstabiliser la sous-région.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont décidé de tenir de toute urgence une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX à Yaoundé, le 16 février 2015. Ce Sommet a été précédé d'une réunion du Conseil des Ministres du COPAX (14 février) et d'une réunion de la Commission de Défense et de Sécurité (11 et 12 février).

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

DECLARATION DE YAOUNDE

DES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'AFRIQUE CENTRALE SUR LA LUTTE CONTRE LE GROUPE TERRORISTE BOKO HARAM

Nous, Chefs d'Etats des Etats membres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX), réunis à Yaoundé, République du Cameroun, à l'occasion de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du COPAX consacrée à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,

Considérant le Traité instituant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale signé à Libreville (République Gabonaise) le 18 octobre 1983,

Nous référant aux dispositions pertinentes du Protocole relatif au COPAX et du Pacte d'Assistance Mutuelle des Etats membres de la CEEAC signés à Malabo le 24 février 2000,

Préoccupés par les attaques répétées et croissantes du groupe terroriste Boko Haram contre la République du Cameroun et la République du Tchad,

Tenant compte des conséquences sécuritaires, économiques, sociales et humanitaires négatives que les actions de ce groupe terroriste font peser sur la République du Cameroun et la République du Tchad,

Tenant compte également du fait que les pays concernés sont contraints d'affecter des ressources importantes initialement destinées à leur développement économique et social à la lutte contre ce groupe terroriste,

Considérant le risque de déstabilisation de l'ensemble de la sous-région de l'Afrique Centrale par le groupe terroriste Boko Haram,

Conscients de la nécessité de débarrasser l'Afrique du fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, qu'aucune circonstance ne saurait justifier,

Notant que le terrorisme ne peut ni ne doit être associé à une religion, ni à une nationalité, une civilisation ou un groupe particulier,

Nous référant aux différentes Résolutions des Nations Unies sur le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment la Résolution 2178 du 24 septembre 2014, adoptée lors de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacrée aux menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme,

Nous référant aux Résolutions 2195 du 19 décembre 2014 et 2199 du 12 février 2015 du

Conseil de Sécurité des Nations Unies, consacrées respectivement au terrorisme et criminalité transnationale organisée et à la condamnation de toute forme de financement du terrorisme,

Nous référant au Communiqué de la 455ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique, tenue le 02 septembre 2014 à Nairobi,

Nous référant également à la Déclaration des Ministres des Affaires Etrangères du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les Questions de Sécurité en Afrique Centrale, à l'occasion de leur 39ème session du 05 décembre 2014 à Bujumbura, en soutien au Cameroun et au Tchad contre le groupe terroriste Boko Haram,

Prenant en compte les Conclusions de la Réunion des Ministre des Affaires Etrangères et de la Défense des Etats membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin du 20 janvier 2015 à Niamey,

Considérant le Communiqué de la 484ème Réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine du 29 janvier 2015 à Addis-Abeba sur le groupe terroriste Boko Haram,

Nous appuyant sur les conclusions de la Concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC sur le groupe terroriste Boko Haram, tenue le 31 janvier 2015 à Addis-Abeba, en marge de la 24ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,

Condamnons avec la plus grande fermeté les actions terroristes de Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger,

Condamnons également les financements et toute autre forme de soutien au groupe terroriste Boko Haram,

Condamnons en outre les prétentions injustifiables de ce groupe terroriste de créer un « califat islamique »dans la zone du Lac Tchad, tendant de ce fait à remettre en cause les frontières nationales dans la zone,

Soutenons toutes les initiatives prises par la Commission du Bassin de Lac Tchad, l'Union Africaine et la Communauté Internationale dans la recherche des solutions à ce problème, notamment la mise en place de la Force Multinationale Mixte (FMM),

Nous nous engageons à coopérer pleinement et à tous les niveaux avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en vue d'une coordination des actions de lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,

Encourageons particulièrement la République Fédérale du Nigéria à accroître les synergies avec les autres pays du Bassin du Lac Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,

Félicitons la République du Cameroun et la République du Tchad dans leur coopération exemplaire en vue d'éradiquer le groupe terroriste Boko Haram,

Nous engageons à apporter dans l'immédiat un soutien actif et multiforme au Cameroun, au Tchad et à tout Etat membre de la Communauté qui serait affecté par les actions du groupe terroriste Boko Haram, notamment

l'assistance militaire, financière, logistique et humanitaire,

Exhortons la Communauté internationale à maintenir et à accroître son soutien multiforme à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram,

Lançons un appel aux Nations Unies et à tous les acteurs impliqués dans la résolution de la crise centrafricaine, pour l'accélération du processus politique et de reconstruction nationale en vue de permettre à la République Centrafricaine de disposer de forces de défenses et de sécurité pour Contrôler l'intégralité de son territoire, notamment le triangle Cameroun-RCA-Tchad, et de lui éviter de servir de zone de repli ou de ravitaillement du groupe terroriste Boko Haram,

Demandons aux Nations Unies de procéder à l'évaluation de la menace terroriste dans le dit triangle et de prendre les dispositions appropriées pour sa sécurisation par la MINUSCA et

Chargeons le Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale :

De développer, d'ici fin mars 2015, en collaboration avec les Etats concernés, un programme d'actions politico-diplomatiques, de soutien logistique, de communication et d'action humanitaire à soumettre aux Etats membres de la CEEAC,

De mettre en place, à cet effet, au sein du Secrétariat Général, un fonds spécial en vue de mener des activités dans les Etats membres concernés,

D'optimiser les synergies avec les partenaires institutionnels existants et d'entreprendre sans délai l'identification des opportunités de partenariat avec les acteurs internationaux et locaux qui pourront venir appuyer, sur le plan technique et financier, l'action des Etats membres de la CEEAC,

De maintenir le lien avec l'Union Africaine afin de s'assurer de son appui multiforme et de la pleine cohérence avec la Force Multinationale Mixte5FMM),

D'assurer le suivi de la mise en œuvre de la présente Déclaration et de nous faire périodiquement un rapport sur l'évolution de la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad, ainsi que de toutes les mesures prises en vue de mettre en œuvre la présente Déclaration.

Fait à Yaoundé, le 16 Février 2015.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

DECLARATION OF YAOUNDE

BY MEMBER STATES OF THE COUNCIL FOR PEACE AND SECURITY OF CENTRAL AFRICA (COPAX) ON THE FIGHT AGAINST THE TERRORIST GROUP BOKO HARAM

- We, Heads of State of the Member States of the Council for Peace and Security of Central Africa (COPAX), meeting in Yaounde, Republic of Cameroon, on the occasion of the Extraordinary Conference of Heads of State of COPAX, devoted to the fight against Boko Haram;

- Considering the Treaty establishing the Economic Community of Central African States, signed in Libreville (Republic of Gabon) on 18 October 1983;

- Referring to the relevant provisions of the COPAX Protocol and the Mutual Assistance Pact between ECCAS Member States, signed in Malabo on 24 February 2000;

- Concerned by the repeated and growing attacks of the terrorist group Boko Haram against the Republic of Cameroon, and the Republic of Chad;

- Taking into consideration the negative security, economic, social and humanitarian consequences the actions of this terrorist group have on the Republic of Cameroon and the Republic of Chad;

- Taking into consideration also the fact that the countries concerned are compelled to divert substantial resources that were previously earmarked for their economic and social development to the fight against this terrorist group;

- Considering the risk posed by this terrorist group Boko Haram to destabilize the entire Central African Sub-region;

- Aware of the need to rid Africa of the scourge of terrorism and violent extremism that cannot be justified under any circumstance;

- Noting that terrorism cannot, and should not, be associated with any specific religion, nationality, civilization or group;

- Referring to the various United Nations Resolutions on terrorism and violent extremism, notably Resolution 2178 of 24 September 2014, adopted at the meeting of the United Nations Security Council devoted to threats against international peace and security caused by acts of terrorism;

- Referring to Resolutions 2195 of 19 December 2014 and 2199 of 12 February 2015 of the United Nations Security Council, devoted respectively to terrorism and organized trans-border crime, as well as to the condemnation of any form of financing of terrorism;

- Referring to the Communiqué of the 455th Meeting of the Peace and Security Council of the African Union at the level of Heads of State and Government on the phenomenon of terrorism and violent extremism in Africa, held on 2 September 2014 in Nairobi;

- Referring equally to the Declaration of Ministers of Foreign Affairs of the United Nations Standing Advisory Committee on Security Matters in Central Africa, during their 39th Session held on 5 December 2014 in Bujumbura, in support of Cameroon and Chad in the fight against the terrorist group Boko Haram;

- Taking into to consideration the Conclusions of the Meeting of Foreign Affairs and Defence Ministers of Member States of the Lack Chad Basin Commission (LCBC) and of Benin of 20 January 2015 in Niamey;

- Considering the Communiqué of the 484th Meeting of the African Union Peace and Security Council of 29th January 2015 in Addis Ababa on the terrorist group Boko Haram;

- Building on the Conclusions of the Consultation of Heads of State and Government of ECCAS on the terrorist group Boko Haram, held on 31 January 2015, on the sidelines of the 24th Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union:

- Strongly condemn the terrorist actions of Boko Haram in Nigeria, Cameroon, Chad and Niger;

- Equally condemn the financing and any form of support to the terrorist group Boko Haram;

- Equally condemn the unjustifiable ambitions of this terrorist group to establish an "Islamic Caliphate" in the Lake Chad area, thereby tending to challenge national boundaries in the area;

- Support all initiatives taken by the Lake Chad Basin Commission, the African Union and the International Community in seeking solutions to this problem, in particular, the establishment of the Multinational Joint Force (MJF);

- Undertake to fully cooperate and at all levels with the Economic Community of West African States (ECOWAS) in view of coordinating actions against the terrorist group Boko Haram;

- Encourage in particular the Federal Republic of Nigeria to increase the synergies with the other countries of the Lake Chad Basin in the fight against the terrorist group Boko Haram;

- Congratulate the Republic of Cameroon and the Republic of Chad on their exemplary cooperation to wipe out the terrorist group Boko Haram;

- Undertake to provide as soon as possible an active and multifaceted support to Cameroon, Chad and any other Member State of the Community that will be affected by the actions of this terrorist group Boko Haram, in particular military, financial, logistic and humanitarian assistance;

- Urge the International Community to maintain and increase its multifaceted support for the fight against the terrorist group Boko Haram;

- Appeal to the United Nations and all the stakeholders involved in the resolution of the crisis in Central Africa, to speed up the political and national reconstruction process so as to enable the Central African Republic to have defence and security forces to fully control its entire territory and prevent the country from being used as a fall-back and resupply area for the terrorist group Boko Haram;

- Mandate the Secretary-General of the Economic Community of Central African States (ECCAS) to:

- a) develop, by the end of March 2015, in collaboration with the States concerned, a plan for political-diplomatic actions, logistical support, communication and humanitarian actions, to be submitted to the Member States of ECCAS;

- b) set up, in this regard, within the Secretariat General, a Special Fund in view of carrying out activities in the Member States concerned;

- c) maximise synergies with existing institutional partners and immediately start identifying partnership opportunities with international and local stakeholders that may come to support, technically and financially, the actions of ECCAS Member States;

- d) sustain the link with the African Union in order to guarantee its multifaceted support and ensure that it is in line with the MJF;

- e) ensure, the follow-up of the implementation of this Declaration and submit to us on a constant basis a Report on the evolution of the security situation in the Lake Chad Basin, as well as on all the measures undertaken in order to implement this Declaration.

Done at Yaounde, 16 February 2015.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'AFRIQUE CENTRALE (COPAX)

SYNTHÈSE DU COMMUNIQUÉ FINAL

Le 16 février 2015, s'est tenu à Yaoundé à Yaoundé au Cameroun, une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale consacrée à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram à l'effet d'adopter une stratégie sous-régionale de lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Cette session faisait suite à la concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), tenue à Addis-Abeba, le 31 janvier 2015, en marge du sommet de l'Union africaine.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que de hauts responsables des organisations internationale ci-après ont pris part aux travaux de Yaoundé :

- S.E. DEBY ITNO, Président du Tchad, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC et du COPAX ;
- S.E. Paul BIYA, Président du Cameroun ;
- S.E. Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de Guinée Equatoriale ;
- S.E. Denis SASSOU N'GUESSO, Président du Congo ;
- S.E. Ali BONGO ONDIMBA, Président du Gabon ;
- S.E. Mme Catherine SAMBA-PANZA, Chef de l'Etat de la Transition de la RCA ;
- M. Patrice Emery TROVOADA, Premier Ministre, Chef du gouvernement, représentant le Président Manuel PINTO DA COSTA de Sao Tomé et Principe ;
- M. Laurent KAVAKURE, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, représentant le Président Pierre NKURUNZIZA du Burundi ;
- M. Domingos AUGUSTO, Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures, représentant le Président José Eduardo DOS SANTOS d'Angola ;
- M. Ahmad ALLAM-MI, Secrétaire Général de la CEEAC ;
- M. Abdoulaye BATHILY, Représentant spécial et Chef du bureau régional des Nations Unies en Afrique Centrale, représenta du Secrétaire Général des Nations Unies, BAN KI-MOON ;
- Général Jean-Marie MOKOKO, Représentant spécial et Chef de la Mission de l'Union Africaine en RCA et en Afrique Centrale (MISAC), représentant Mme NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA, Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA).

Lors de la cérémonie d'ouverture ponctuée notamment par l'allocution du Secrétaire Général de la CEEAC, les messages du Secrétaire Général des Nations Unies et de la Présidente de la Commission de l'UA lus par leurs représentants respectifs, le discours du président Paul BIYA et celui du Président Idriss DEBY ITNO, « les orateurs ont relevé à l'unanimité la gravité de la menace que constitue le groupe terroriste Boko Haram sur la stabilité du Cameroun et du Tchad, ainsi que sur celle de l'ensemble de la sous-région Afrique Centrale ».

Ils ont fermement condamnés les attaques répétées et injustifiables de ce groupe contre le Cameroun et le Tchad ainsi que les exactions perpétrées contre les populations civiles. Ils ont déploré les nombreuses pertes en vies humaines, les pillages en bande, les destructions des biens ainsi la dégradation de la situation humanitaire.

Lors de leurs travaux à huis clos, les Chefs d'Etat et de délégation ont été édifiés par les interventions des Présidents BIYA et DEBY sur la menace Boko Haram et les moyens et les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce groupe terroriste.

Les deux Chefs d'Etat ont insisté sur la gravité de la situation, les terroristes ayant pris une sérieuse envergure, tant au niveau de la quantité des troupes qu'au niveau de la qualité des équipements militaires. Ils ont souligné les graves conséquences socio-culturelles, économiques et humanitaires de l'agression de ce groupe terroriste.

Les deux Chefs d'Etat ont déclaré que le Cameroun et le Tchad mobilisent chacun plus de 6000 hommes pour lutter contre Boko Haram. Ils ont demandé à leurs pairs de la sous-région de se mobiliser pour les aider à éradiquer Boko Haram qui, s'il n'est pas neutralisé, pourrait déstabiliser toute la sous-région.

Les Chefs d'Etat du COPAX ont convenu de la nécessité de conjuguer leurs efforts pour apporter une réponse commune et coordonnée à cette menace.

Ils ont réaffirmé leur volonté de soutenir le Cameroun et le Tchad dans le cadre des mécanismes prévus par le protocole relatif au COPAX et le Pacte d'assistance mutuelle entre Etats membres de la CEEAC par une aide d'urgence en ressources financières d'un montant de 50 milliards FCFA, en troupes, en soutien de l'homme, en soutien génie, en soutien santé, en équipements militaires divers et en appui aérien.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également décidé de créer un Fonds de soutien multidimensionnel dans les domaines de la logistique, de l'assistance humanitaire, de la communication et des actions politico-diplomatiques. Ils ont instruit le Secrétaire général de la CEEAC d'élaborer, dans les meilleurs délais, un plan d'actions dans ces différents domaines à soumettre aux instances du COPAX pour son adoption et sa mise en œuvre.

A l'image de la stratégie interrégionale de lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont manifesté leur volonté de développer une coopération active avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin d'éliminer Boko Haram. A cet effet, les Président de Guinée Equatoriale et du Congo ont reçu mandat de rapprocher du Président en exercice de la CEDEAO en vue d'explorer les possibilités de la tenue d'un sommet bipartite CEEAC-CEDEAO pour adopter une stratégie commune de lutte contre Boko Haram.

Enfin, convaincus du rôle crucial du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram, les Chefs d'Etat ont décidé de mener des actions politico-diplomatiques en direction des autorités de ce pays en vue d'accroître la coopération entre ce pays et les Etats membres de la CEEAC avec lesquels ils partagent les frontières. Les chefs d'Etat de Guinée Equatoriale et du Congo ont été chargé de se rapprocher de leur homologue du Nigeria à cet effet.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

FINAL COMMUNIQUE

EXTRAORDINARY SESSION OF THE CONFERENCE OF HEADS OF STATE OF THE COUNCIL FOR PEACE AND SECURITY OF CENTEAL AFRICA, ON THE FIGHT AGAINST THE TERRORIST GROUP BOKO HARAM

1. At the invitation of His Excellency IDRISS DEBY ITNO, President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of the Economic Community of Central African States (ECCAS) and current President of the Conference of Heads of State of the Council for Peace and Security of Central Africa (COPAX), an Extraordinary Session of the Conference of Heads of State of COPAX was held in Yaounde, Republic of Cameroon, on 16 February 2015, in view of adopting a Sub-regional strategy to fight against the terrorist group Boko Haram in Central Africa.

2. This Extraordinary Session followed on the heels of the Discussion of Heads of State and Government of ECCAS, that held in Addis Ababa, on 31 January 2015, on the sidelines of the 24th Ordinary Session of the Government of the African Union.

3. The following Heads of State and Senior Officials of International Organizations took part in the deliberations:

His Excellency IDRISS DEBY ITNO, President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of ECCAS and current President of the Conference of Heads of States of COPAX ;

His Excellency Paul BIYA, President of the Republic of Cameroon;

His Excellency Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, President of the Republic of Equatorial Guinea;

His Excellency Denis SASSOU-N'GUESSO, President of the Republic of Congo;

His Excellency ALI BONGO ONDIMBA, President of the Republic of Gabon;

Her Excellency Catherine SAMBA-PANZA, Head of State of the Transition of the Central African Republic;

His Excellency Patrice Emery TROVOADA, Prime Minister, Head of Government, Representative of His Excellency Manuel Pinto DA COSTA, President of the Democratic Republic of Sao Tome and Principe;

His Excellency Raymond TSHIBANDA, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation, Representative of His Excellency Joseph KABILA KABANGE, President of the Democratic Republic of Congo;

His Excellency Laurent KAVAKURE, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation, Representative of His Excellency Pierre NKURUNZIZA, President of the Republic of Burundi;

His Excellency Emmanuel DOMINGO Agost, Secretary of State in the Ministry of External Relations, Representative of His Excellency José Eduardo DOS SANTOS, President of the Republic of Angola;

Ambassador Ahmad ALLAM-MI, Secretary-General of ECCAS;

Mr. Abdoulaye BATHILY, Special Representative and Head of the United Nations Regional Office for Central Africa (UNOCA), Representative of Mr. Ban KI-MOON, Secretary-General of the United Nations;

General Jean-Marie Michel MOKOKO, Special Representative and Head of the African Union Mission in the Central African Republic and Central Africa (MISAC), Representative Madam Nkosazana DLAMINI-ZUMA, Chairperson of the African Union Commission;

4. The official opening Ceremony of this Extraordinary Session, that took place at the Yaounde Conference Centre, was punctuated by the welcome address of the Government Delegate to the Yaounde City Council, the speech of the event by the Secretary-General of ECCAS, the speech by the President of the Republic of Cameroon, and the opening speech by the President of the Republic of Chad, current Chairperson of the Conference of Heads of State and Government of ECCAS.

5. The various speakers unanimously noted the seriousness of the threat posed by the terrorist group Boko Haram on the stability of Cameroon and Chad, and on that of the entire Central African Sub-region.

6. They strongly condemned the repeated and unjustifiable attacks of the terrorist group Boko Haram against Cameroon and Chad, as well as abuses perpetrated against civilian populations. They deplored the many losses in human lives, gang looting, destruction of property as well as the degradation of the humanitarian situation.

7. After the opening ceremony, the Heads of Stats and delegations of ECCAS Member States met under closed doors to develop a Sub-regional strategy to support Cameroon and Chad in combating the terrorist group Boko Haram.

8. During the closed door Meeting; the Heads of States and Heads of Delegations were edified by the presentations of their Excellencies Paul BIYA and IDRISS DEBI ITNO on the Boko Haram threat and the resources made available to combat this terrorist group.

9. The two speakers underscored the seriousness of the situation given that the terrorist group is expanding both at the level of troops and at the level of the quality of military equipment. They highlighted the serious socio-cultural, economic and humanitarian consequences of the aggression of the terrorist group Boko Haram.

10. The two Heads of State declared that their States are at war and have mobilized more than six thousand men each to combat the terrorist group Boko Haram. They concluded their presentations by requesting their counterparts to mobilize and assist them to wipe out the terrorist group Boko Haram which; if it is not neutralized; could destabilize the entire sub-region.

11. After the presentations of the two Heads of State, the Chairperson of the Council of Ministers of COPAX, the Minister of Foreign Affairs and African Integration of the Republic of Chad, His Excellency Moussa FAKI MAHAMAT, presented the Report of the Extraordinary Session of the Council that was held on 14 February 2015.

12. The Heads of States and Heads of Delegations took note of the different actions undertaken and they proceeded to analyse deeply the issue.

13. From the analysis; it was clear that the terrorist group Boko Haram is not only a threat to Cameroon and Chad, but also to the entire Central African Sub-region.

14. In order to combat the terrorist group Boko Haram, the Heads of State of COPAX agreed to pool their efforts to provide a joint and coordinated response.

15. The Heads of State reaffirmed their strong determination to support Cameroon and Chad, under the mechanisms provided for by the Protocol relating to COPAX and the Mutual Assistance Pact between ECCAS Member States, by providing an emergency aid in financial resources, troops; human support, engineering, health, various military equipment and air support.

16. The Heads of State and Government also decided to set up a Multidimensional Support Fund in the area of logistics, humanitarian assistance, communication and political-diplomatic actions. They instructed the Secretary General of ECCAS to draw up, as soon as possible, a plan of action for the various domains to be submitted to COPAX bodies for its adoption and implementation.

17. The Heads of State also decided to strengthen the surveillance of their respective territories and carry out awareness and communication campaigns among their populations in a bid to reduce the risks of infiltration by Boko Haram members into the borders of their sub-region and cut off their resupply networks.

18. Just like for the inter-regional strategy to combat maritime piracy in the Gulf of Guinea, the Heads of State and Government expressed their willingness to develop active cooperation with the Economic Community of West African States (ECOWAS), in order to wipe out the terrorist group Boko Haram.

19. In this regard, the Heqds of State mandated the current Chairperson of ECCAS to get closer to his ECOWAS counterpart in order to explore the possibilities of holding a bipartisan extraordinary session between both organizations in view of adopting a joint strategy to fight against Boko Haram.

20. Convinced of the crucial role that should be played by the Federal Republic of Nigeria in the fight against Boko Haram, the Heads of State decided to carry out political-diplomatic actions geared towards this country, in a bid to foster cooperation between this country and the two States members of ECCAS with whom they have share borders.

21. The Heads of State also adopted the Yaounde Declaration of 16 February 2015 on the fight against the terrorist group Boko Haram. This Declaration states, unequivocally, their commitment to fight against the terrorist group Boko Haram in the Central African Sub-region.

22. The Heads of State expressed gratitude to the African Union for authorizing the deployment of the Multinational Joint Force (MJF) and requested it to speed up its authorization process by the United Nations Security Council.

23. The Heads of State congratulated the Secretariat-General of ECCAS for all the initiatives taken in view of mobilizing the Community to address this security challenge posed by the terrorist group Boko Haram in the sub-region.

24. Finally, the Heads of State expressed their sincere gratitude to His Excellency Paul BIYA, President of the Republic of Cameroon, his Government and to the entire Cameroonian population, for the welcome, hospitality and all the attention given to them during their stay in Yaounde./-

Done at Yaounde, on 16 February 2015

CAMEROUN

UNE PARTICIPATION REMARQUABLE AU MAINTIEN DE LA PAIX DANS LE MONDE

Le Cameroun a toujours pris une part active dans les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) initiées aussi bien par l'Organisation des Nations Unies (ONU) que par l'Union Africaine (UA).

Les différents contingents camerounais ont souvent été constitués de militaires, de policiers, d'observateurs militaires et autres.

La participation des Forces de défense du Cameroun (FDC) aux opérations de maintien de la paix (OMP) revêt tantôt la forme individuelle, tantôt la forme collective, selon les niveaux stratégiques, opérationnels et/ou tactiques des OMP.

Dans l'ensemble, la participation des FDC dans les OMP en Afrique est assez souvent individuelle, comme cela a été le cas au Darfour (Soudan), en Angola, en RDC, au Rwanda, en RCA, en Côte-d'Ivoire et au Mali.

Dans ces cas, de nombreux sous-officiers et officiers des FDC ont été envoyés sur demande de l'ONU et/ou de l'UA à titre d'observateurs. Ils se retrouvent souvent au niveau opérationnel et même stratégique, soit à cause de leurs compétences individuelles, soit alors par le biais des places réservées au Cameroun.

En 1995, un contingent de 20 militaires camerounais est intervenu au Sud Kivu (RDC) à la demande du Haut-commissariat des réfugiés. Par la suite, des groupes de 03, puis de 05 officiers sont également intervenus au Rwanda et en RDC comme observateurs en 1995.

Un officier d'état-major de nos forces a également participé à la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC), qui assure la mise en œuvre de l'accord de paix dans ce pays.

Par ailleurs, le Gouvernement camerounais a mis à la disposition de la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA), le 8 février 1999, un personnel pour la formation de la police civile.

A l'expiration du mandat de la MINURCA, en février 2000, un officier supérieur camerounais occupait les fonctions de chef de l'instruction de la police civile, fonction qui a été maintenue dans le cadre du bureau d'Appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BONUCA).

En juillet 2009, un autre élément des FDC occupait le poste d'officier supérieur chargé de la logistique au sein de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Les Forces de défense camerounaises sont intervenues par contingents de quatre officiers pour le compte de l'UA au Sud Soudan dans le cadre du "Darfour DESK" (programme de suivi des opérations pour le compte de l'UA).

Dès 2005, des contingents portés à 10, puis à 20 observateurs s'y sont succédé. Depuis le passage de la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS) à la Mission des Nations Unies au Darfour (MINUAD), ce sont des groupes de 05 officiers qui se relayaient.

En Ethiopie, un officier camerounais a fait partie de l'état-major de la Force Africaine en Attente (FAA), et en Côte d'Ivoire depuis 2003, un autre a fait partie de l'état-major de la mission de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en qualité de représentant militaire du Président de la Commission de l'UA.

L'on se souvient aussi que des policiers camerounais étaient de la mission humanitaire de Goma (actuel RDC) en 1994 et entre 1998-2000, et plus tard dans le cadre de la MONUC en RDC en 2006. Le Cameroun a également participé aux missions de maintien de la paix au Cambodge, en Haïti, etc.

Le cas de la RCA est encore plus remarquable. A ce propos, depuis 2008, le Cameroun est présent en RCA aux côtés des autres pays de la CEEAC pour la mission de consolidation de la paix dans ce pays. Il s'agit d'un contingent de 107 personnes en sus des 4 officiers d'état-major, de 12 personnels d'appui et du chef d'état-major. Et depuis juin 2013, dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous la conduite africaine (MISCA) décidée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine (CPSUA), le Cameroun a encore envoyé 517 militaires et 320 policiers, soit au total 837 éléments.

En reconnaissance du professionnalisme de l'armée camerounaise, deux généraux camerounais se sont succédés à la tête de ces missions en RCA. En 2009, le Général de Brigade Hector Marie Tchemo était commandant de la MINURCA et depuis 2013, le Général de Division Tumenta Chomu Martin est le commandant de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA), sous l'égide de l'ONU.

D'autres Camerounais ont également occupé de hautes fonctions à portée politique à l'ONU, dans le cadre des Missions d'opération de maintien de la paix en Afrique, avec rang et prérogatives de Secrétaire général adjoint de l'ONU:

• Jacques Roger Booh Booh, Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU à la MINUAR au Rwanda ;
• Amos Namanga Ngongi, Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU à la MONUC en RDC ;
• Dooh Kingue au poste de Directeur Général de l'UNITAR (Formation et Recherche), lui aussi avec rang et prérogatives de Secrétaire Général adjoint de l'ONU.
• Me Bernard Acho Muna, (03 fois Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Cameroun), Procureur adjoint du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) de 1997 à 2002 ;
• Paul Bamela Engo, juge au Tribunal International sur le droit de la mer à Hambourg.

Avec la création de la Force africaine en attente (FAA) et la mise sur pied des brigades régionales devant la composer, le Cameroun prend une part active à sa montée en puissance au sein de la force multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC) et du Mécanisme d'Alerte Rapide de l'Afrique Centrale (MARAC).

Il convient de souligner que c'est sous l'initiative du Cameroun que le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) a été créé le 25 février 1999 lors de la réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Yaoundé dans le cadre du Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique Centrale. Ensuite, lors de leur sommet tenu à Malabo le 26 juin 1999, les Etats ont décidé d'intégrer le COPAX à la CEEAC.

Le Sommet du COPAX de Yaoundé du 16 février 2015, qui constitue d'ailleurs la première rencontre des Chefs d'Etat et de Gouvernement, a permis de réactiver cet organe de concertation politique et militaire des Etats membres de la CEEAC dont l'importance en matière de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité n'est plus à démontrer.

Par ailleurs, c'est sous l'impulsion du Cameroun que le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale est né (le 28 mai 1992).

Le Cameroun est également candidat pour abriter la Base logistique continentale (BLC) où devrait être stocké le dispositif logistique appelé à être affecté aux missions de paix initiées et conduites sous la bannière des institutions africaines.

Notre pays qui, dans sa coopération avec l'ONU et l'UA, met ses infrastructures portuaires et aéroportuaires à la disposition des OMP est très apprécié par les organisations onusiennes et africaines qui coordonnent le déroulement de ces missions de maintien de la paix.

« A MENACE GLOBALE, RIPOSTE GLOBALE »

Evoquer la question d'une menace globale en rapport à la lutte contre Boko Haram invite à s'appesantir sur la dimension transnationale des facteurs de déstabilisation des Etats africains et constater qu'aujourd'hui, les plus grandes multinationales de la criminalité agissant sur le leitmotiv du djihadisme débouchent sur un terrorisme aux visages multiples. Cette menace qui n'épargne personne, sévit à différents degrés et quel que soit le niveau d'éloignement des Etats. D'où l'idée selon laquelle, la distance qui sépare un pays du théâtre des opérations n'est pas une assurance tous risques. Il convient juste de rappeler en ce sens que le principal auteur des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, s'était également entrainé dans un pays africain considéré à l'époque comme très éloigné du continent américain.

Si la dimension globale semble ainsi consubstantielle au terrorisme djihadiste, le véritable défi revient de savoir comment en venir à bout sans une réponse globale ?

Menace globale.

Une menace qui n'a pas de frontière est dite globale, au regard de ses ambitions, de ses manifestations, de ses sources de financement et d'approvisionnement.

Pour ce qui est des ambitions, il faut mettre en exergue la volonté des groupes terroristes de propager, par effet de domino, un islamisme intégriste du Moyen-Orient à l'Afrique subsaharienne, en passant par le Maghreb. C'est dans cette optique en effet, que la nébuleuse Al Qaeda diffuse ses idées à travers ses démembrements en Irak (Al Qaeda en Irak), au Moyen-Orient (Al Qaeda au Moyen-Orient), au Maghreb (Al Qaeda au Maghreb Islamique). Cette dernière à son tour adoube les mouvements tels que Ançar Dine, Boko Haram et Al Shebabs. C'est dire que dans leur déploiement, la finalité des groupes djihadistes est la domination de l'espace allant du Moyen-Orient à l'Afrique subsaharienne, en s'assurant la jonction entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale.

Perçue sous cet angle, la lutte que mène Boko Haram au Cameroun et à partir du Nigéria ne représente que la dimension locale d'un projet plus ambitieux. Si on prend en compte son axe horizontal en partant du Nord Est du Nigéria, il ne fait aucun doute que l'acharnement de Boko Haram contre le Cameroun est une manœuvre visant à faire jonction avec les éléments en attente au Tchad, en Centrafrique et au Soudan, pour atteindre vers le Nord la Libye et vers l'Est la Somalie. Et si on prend l'axe vertical, le Niger devient aussi une bande de transit permettant d'atteindre le Mali et en suite, se propager sur toute la côte ouest africaine, en direction du Sahara occidental, le Maroc et surtout le sud algérien. De là, la qualification de multinationale de la criminalité transfrontalière appliquée à ces mouvements.

On comprend ici, non seulement qu'il a des filiales comme dans toute multinationale, mais aussi, que la détermination de se faire de l'argent au moyen du crime transnational est une constante. La religion ne sert que d'affichage et on le voit de plus en plus avec Boko Haram, dont les attaques concernent toutes les populations, indépendamment de leur confession.

Concernant les manifestations, les groupes djihadistes excellent dans le rejet des libertés fondamentales et des droits humains, les enlèvements, les prises d'otages, les actes de pillage et la destruction de biens, la violence sexuelle et sexiste, les massacres des civils, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide.

S'agissant des sources de financement, les mouvements djihadistes bénéficient probablement du soutien de certaines monarchies pétrolières et des paradis fiscaux afin de faire transiter et blanchir les importantes sommes d'argent issues de la criminalité et des trafics divers. Ces groupes essayent de contrôler l'espace sahélo-saharien pour ses multiples avantages en tant que zone de transit importante et de toutes sortes de contrebande. Ils tirent également des dividendes des prises d'otages et rançons. Enfin, ces groupes s'approvisionnent en matériels sophistiqués auprès de grandes multinationales occidentales et ces matériels transitent par les Etats qui ont perdu une grande partie de leur souveraineté au lendemain des « printemps arabes » qui les ont secoués. Ces évènements majeurs vécus dans le monde arabe ont eu pour conséquence de faire de la Libye et du Sud Soudan les principales voies d'acheminement des armes au bénéfice de Boko Haram.

Riposte globale

La globalité de la réponse face au terrorisme tient de plusieurs aspects.

Premièrement, la guerre coûte cher et aucun pays ne peut prétendre tout seul mettre un terme au terrorisme. Il s'impose une riposte militaire multilatérale face à un phénomène mondial. Les grandes puissances, l'ONU, l'Union Africaine, la CBLT, la CEEAC et la CEDEAO devraient se saisir de la question et fournir les ressources nécessaires. Le terrorisme est une multinationale de la criminalité dont les succursales sont disséminées partout. Boko Haram n'est qu'un démembrement de cet « international terroriste ».

La riposte militaire menée sur un seul front reste inefficace si les forces terroristes disposent de bases arrières où elles peuvent se reconstituer et revenir à la charge. Une réponse globale implique donc la mise en synergie des forces de plusieurs Etats, la coordination des moyens logistiques terrestres, aériens et technologiques de divers ordres, l'échange de renseignements et l'offensive synchronisée des forces militaires de la ligne de front (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria). Les grandes puissances disposent de moyens logistiques et technologiques importants, des drones par exemple, et les renseignements collectés par ces dispositifs devraient être fournis aux Etats-majors des combats au sol.

Deuxièmement, la globalité de la réponse est liée au fait que le terrorisme ne se développe pas ex-nihilo. Il repose sur des réseaux de financement et d'approvisionnement en armes. Ceux qui financent sont connus ; les pays qui pourvoient en armes sont également connus. Il faudrait tarir les sources d'approvisionnement de Boko Haram et de tous les autres groupes terroristes actifs, en intensifiant par exemple la lutte contre le trafic des stupéfiants à l'échelle globale.

Troisièmement, la pauvreté est un terreau favorable à l'enrôlement dans les mouvements terroristes. La lutte contre le terrorisme passe aussi par un développement socioéconomique de nature à offrir une voie autre aux jeunes que la criminalité. Ceci implique l'éducation, les services sociaux primaires (eau potable, électricité), des emplois, etc. C'est dans ce sens qu'il faut appréhender le plan d'urgence pour le développement du septentrion.

Enfin, la guerre contre une idéologie appelle à une contre-idéologie. Il faudrait également mener une guerre idéologique. Au-delà des solutions militaires et socioéconomiques préconisées, il doit se développer au sein des citoyens, un sens commun d'appartenance à la patrie. La notion même de « défense populaire » est à l'épreuve ici. En plus de ce qui est déjà fait par les appareils idéologiques d'Etat, il doit se construire autour de la lutte contre le terrorisme, un sentiment national au sein des populations, une cohésion sociale manifestant le soutien aux institutions et aux forces de défense, ainsi que le rejet catégorique du terrorisme. Le rôle des médias, partis politiques, leaders d'opinion, hommes d'affaires, associations et organisations de la société civile est donc très important à ce niveau. Nous devons tous restés mobilisés.

"A GLOBAL THREAT CALLS FOR A GLOBAL RESPONSE"

Evoking the issue of the global threat related to the fight against Boko Haram invites us to dwell upon the transnational dimension of factors of destabilization of African States and that today, the biggest multinational crimes acting on the jihadist leitmotif lead to terrorism with many faces. This threat that spares no one, rife with different degrees and under looks the level of remoteness of the States. Thus the idea that, the distance separating a theatre of operations from the country is not an all risk insurance. It should be recalled that, the main author of the attacks of the 11th of September 2001 in the United States, also trained himself in an African country considered at that time as far away from the American continent.

If the global dimension seems consubstantial to jihadist terrorism, the real challenge is to know how to overcome it without a global response.

Global threats.

A threat that has no border is said to be global, in terms of its ambition, its manifestations, its sources of funding and procurement.

Regarding ambitions, it is necessary to highlight the desire of terrorist groups to spread, a fundamentalist Islamism with a domino effect, in the Middle East to Sub-Saharan Africa, through the Maghreb. In fact, it is in this perspective, that the nebulous Al Qaeda spreads its ideas through its branches in Iraq (Al Qaeda in Iraq), Middle East (Al Qaeda in the Middle East), North Africa (Al Qaeda in the Islamic Maghreb). The latter in turn knights movements such as Ansar Dine, Boko Haram and Al Shebab. In other words, the purpose of jihadist groups in their deployment is to dominate the space from the Middle East to Sub-Saharan Africa, ensuring the connection between West Africa and East Africa.

Viewed from this angle, the struggle of Boko Haram in Cameroon and from Nigeria is just the local dimension of a more ambitious project. If we consider its horizontal axis starting from the North East of Nigeria, there is no doubt that the fury of Boko Haram against Cameroon is an attempt to link up with the elements pending in Chad, in Central African Republic and in Sudan, to reach the North of Libya and the East of Somalia. And if we consider the vertical axis, Niger also becomes a transit band to reach Mali and subsequently spread throughout the West African coast, towards the West of Sahara, Morocco and above all southern Algeria. From there, the qualification of multinational of Cross Border Crime is applied to these movements.

Here, one understands that, it does not only have subsidiaries like any multinational, but also has a constant determination to make money through the transnational crime. Religion only serves as a camouflage and it is seen more and more with Boko Haram whose attacks affect all populations, regardless of their denomination.

Concerning manifestations, jihadist groups excel in the rejection of fundamental freedoms and human rights, kidnapping, hostage taking, plundering and destruction of property, sexual and gender-based violence, massacres of civilians, crimes against humanity and genocide.

Regarding funding sources, the jihadists probably have the support of some oil monarchies and tax havens in order to transit and launder large sums of money

derived from crime and various forms of trafficking. These groups are trying to control the Sahel-Saharan region for their multiple benefits, being an area of major transit and all kinds of smuggling. They also earn dividends from hostage taking and ransoms. Finally, these groups obtain their sophisticated equipment from leading Western multinationals and this equipment passes through states that have lost a great deal of their sovereignty in the aftermath of the "Arab Spring" that shook them. These major events experienced in the Arab world have made Libya and South Sudan to be the main supply routes of weapons for the benefit of Boko Haram.

Global responses

The global nature of the response to terrorism considers several aspects.

Firstly, war is expensive and no country can claim to end terrorism all alone. A multilateral military response is imposed when facing a global phenomenon. Great forces such as the UN, the African Union, LCBC, ECCAS and ECOWAS should take up the matter and provide the necessary resources. Terrorism is a multinational company of criminality whose branches are spread everywhere. Boko Haram is just a branch of this "international terrorism".

The military response led on one front remains ineffective if the terrorist forces have rear bases where they can rebuild and return to attack. A global response therefore involves the synergy of the forces of several states, the coordination of land, air and technology logistic means of various orders, information sharing and synchronized attack of military forces in the front line (Cameroon, Chad, Niger and Nigeria). Great forces have significant logistical and technological resources, drones for example, and the information collected by these devices should be provided to General Staffs of troops on the ground.

Second, the global response relates to the fact that terrorism is not developed ex nihilo. It is founded on financing and weapons supply networks. Those who fund are known; countries which provide weapons are also known. The supply sources of Boko Haram and all other terrorist groups should be dried up, for example by intensifying the fight against drug trafficking on a global scale.

Thirdly, poverty is a breeding ground for recruitment into terrorist movements. The fight against terrorism also depends on socio-economic development which offer a route different from criminality to youths. This involves education, basic social services (water, electricity), jobs, etc. It is in this sense that we should understand the emergency plan for the development of the North.

Finally, war against an ideology calls for counter-ideology. We should also conduct an ideological war. Beyond the military and socio-economic solutions recommended, a common feeling of belonging to the homeland must develop within citizens. The notion of "popular defence" is requested here. In addition to what has already been done by the ideological equipment of the state, around the fight against terrorism must be built a feeling of nationhood within population, social cohesion demonstrating support for institutions and defence forces as well as the categorical rejection of terrorism. The role of media, political parties, opinion leaders, businessmen, civil society associations and organizations is very important at this level. We must all remain mobilized.

LES CONCERTATIONS ENTRE LES PRESIDENTS PAUL BIYA ET FRANÇOIS HOLLANDE SUR LES QUESTIONS DE SECURITE

1. Première rencontre : Sommet de la Francophonie de Kinshasa - 13 octobre 2012.

En marge du 15ème Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Président Paul BIYA s'est entretenu, le samedi 13 octobre 2012 avec son homologue Français François HOLLANDE.

Au sortir de leur entretien, le Président Paul BIYA a déclaré à la presse que : « On a eu des entretiens cordiaux, francs, et j'en ai profité non seulement pour le féliciter à nouveau pour son élection, mais aussi pour réaffirmer la force de la coopération qui existe entre la France et le Cameroun.

Nous avons aussi fait le tour d'horizon des problèmes de sécurité dans le Golfe de Guinée et au Mali. Nous sommes arrivés aux mêmes conclusions qu'il faut renforcer la coopération et lutter contre le fléau de l'insécurité».

2. Visite de Travail et d'Amitié du Président Paul BIYA à Paris – 28 janvier au 7 février 2013

Interview face à la presse internationale après son tête-à-tête à l'Elysée avec François HOLLANDE :

« ...nous avons à faire face à un certain nombre de problèmes, des problèmes de sécurité maritime, la situation au Mali, un peu la situation en RCA. Je profite de l'occasion pour dire que j'ai renouvelé au Président Hollande mon soutien et mon appréciation pour l'action efficace qu'il a ordonnée pour stopper la descente des hordes djihadistes sur la capitale du Mali. C'est une menace contre tous ceux qui aiment la liberté. Ceci a permis de sauver la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays. Nous coopérons également avec des Etats de la CEMAC et de la CEEAC ainsi que les troupes françaises pour stabiliser la situation en République centrafricaine ».

3. Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique - Paris, les 6 et 7 décembre 2013.

Lors de ce Sommet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays africains et de la France ont réaffirmé leur attachement à la sécurité collective sur le continent africain et leur engagement à favoriser la paix et promouvoir les droits de l'Homme, en conformité avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies et de l'Acte constitutif de l'Union africaine.

Ils ont appelé de leurs vœux le renforcement du dialogue stratégique entre l'Afrique et la France pour une vision commune des menaces.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont appelé à une large mobilisation internationale pour accroître le financement des opérations africaines de paix et en assurer la prévisibilité. La France en tant que

membre du Conseil de sécurité des Nations Unies continuera à jouer un rôle actif en ce domaine.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont souligné que l'implantation de réseaux terroristes et criminels... constitue une menace pour la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde. Ils ont réaffirmé leur engagement à prévenir et lutter ensemble contre ces menaces... Ils se sont prononcés en faveur d'une implication accrue des organisations internationales, sous-régionales et régionales dans la lutte contre ces fléaux. Ils ont estimé que les partenariats dans la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé doivent mettre l'accent sur la formation et l'échange de renseignements.

4. Sommet de Paris sur la Sécurité au Nigeria, Paris le 17 mai 2014

Les Chefs d'Etat du Bénin, du Cameroun, de la France, du Nigéria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union Européenne se sont engagés, le 17 mai 2014 à Paris, à intensifier la mobilisation régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme du groupe Boko Haram.

Pour plus de détails, voir la fiche sur les conclusions du Sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria.

DERNIERES VISITES DU MINISTRE LAURENT FABIUS AU CAMEROUN

Après la libération de la famille MOULIN-FOURNIER

Enlevés à Dabanga, région de l'Extrême-Nord, le 19 février 2013 et libérée le 18 avril 2013, la famille MOULIN-FOURNIER composée de sept membres avait été reçue par le Chef de l'Etat au Palais de l'Unité le **19 avril 2013**, en présence du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. A cette occasion, M. FABIUS avait chaleureusement remercié le Président Paul BIYA pour son implication déterminante dans le dénouement heureux de cette affaire. « Je veux vraiment et chaleureusement vous remercier, Monsieur le Président, pour ce que vous avez fait, en liaison avec les autorités nigérianes et françaises, comme vous l'avez souligné, dans la discrétion, dans l'efficacité », avait laissé entendre M. FABIUS. Le Ministre avait aussi transmis la gratitude du Président de la République Française, M. François HOLLANDE, à son homologue camerounais.

Dans sa déclaration de circonstance, le Chef de l'Etat avait souligné que la principale leçon à tirer de cette affaire est que « les problèmes de sécurité que connaît notre continent, ne seront réglés que par une coopération étroite au niveau international. » Le Président Paul BIYA a enfin réaffirmé sa détermination à ne ménager aucun effort pour que le Cameroun demeure une terre d'hospitalité, de tolérance, de stabilité et de paix.

Après la libération du Père Georges VANDENBEUSCH

Comme lors de la libération de la famille MOULIN-FOURNIER au mois d'avril dernier, le ministre français des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, a effectué le déplacement du Cameroun dans la soirée du **31 décembre 2013**, pour transmettre au Chef de l'Etat les remerciements du gouvernement français après la libération du Père Georges VANDENBEUSCH. Cette libération avait été rendue possible grâce à l'action efficace des services camerounais et à la coopération avec les autorités nigérianes et françaises.

Enlevé le 13 novembre dans sa paroisse de Nguetchewe, région de l'Extrême-Nord, le Père Georges VANDENBEUSCH avait retrouvé la liberté après un mois et demi de captivité au Nigeria.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

LA FRANCE SOLIDAIRE DES PAYS EN LUTTE CONTRE BOKO HARAM

Le ministre français des Affaires Etrangères, Laurent Fabius se rend au Tchad, au Cameroun et au Niger pour soutenir la force multinationale de lutte contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram.

Voici quelques propos tenus par M. Fabius à ce sujet:

« Nous aidons ces pays, qui sont nos amis, mais nous n'avons pas l'intention de nous investir directement dans le conflit.

Boko Haram affiche sa proximité idéologique avec Al-Qaïda et l'organisation de l'Etat islamique.

La France doit favoriser l'initiative africaine, et le soutien international.

Nous essayons de mobiliser les Africains. Ils ont pris la décision très positive de mettre sur pied une force de plus de 8.000 hommes.

L'affaire doit passer maintenant devant le conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine et le conseil de sécurité [des Nations Unis], et nous soutiendrons cela ».

La France condamne les attaques terroristes perpétrées du 26 au 28 décembre dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord.

Nous saluons la mobilisation des autorités camerounaises en réponse à ces attaques et les assurons à nouveau de notre solidarité dans la lutte contre le terrorisme.

La France condamne les attaques meurtrières perpétrées par le groupe terroriste Boko Haram au Niger et au Cameroun au cours des derniers jours. Elle présente ses condoléances aux autorités du Cameroun, du Niger et du Tchad, ainsi qu'aux familles des victimes.

Nous saluons la mise en œuvre d'une réponse africaine robuste décidée lors du sommet de l'Union africaine d'Addis-Abeba, et soutenons la création d'une force multinationale mixte constituée par le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad.

La France a pris note du report des élections au Nigéria. Elle appelle toutes les parties à garantir l'organisation d'élections démocratiques et pacifiques, dans le cadre des dispositions constitutionnelles.

La France se tient aux côtés de ses partenaires africains dans la lutte contre le terrorisme et appelle la communauté internationale à accroître sa mobilisation face à cette menace. Nous saluons la détermination des Etats membres de l'Union européenne, réunis lors du conseil affaires étrangères du 9 février, à renforcer leur appui dans cette lutte.

La France condamne les attaques terroristes perpétrées dimanche 27 juillet 2014 à Kolofata, dans le Nord du Cameroun, à proximité de la frontière nigériane, qui ont fait plusieurs victimes.

Dans ce moment difficile, la France présente ses condoléances aux familles des victimes et assure les autorités camerounaises de sa solidarité dans la lutte contre le terrorisme, dans le respect des droits de l'Homme, à laquelle elle continuera à prendre toute sa part.

Elle salue la mobilisation des pays de la région depuis le sommet de Paris du 17 mai dernier pour apporter une réponse coordonnée à ce fléau, notamment au moyen de la force multinationale créée le 22 juillet par les gouvernements nigérian, camerounais, nigérien et tchadien.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

CONCLUSIONS DU SOMMET DE PARIS POUR LA SECURITE AU NIGERIA

(17 mai 2014)

Les Chefs d'Etat du Bénin, du Cameroun, de la France, du Nigéria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume Uni et de l'Union Européenne ont participé le 17 mai 2014 à Paris à un sommet consacré à la Sécurité du Nigéria. Ce sommet a permis d'intensifier la mobilisation régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme du groupe Boko Haram.

La réunion s'est conclue sur plusieurs décisions qui permettront de renforcer la coopération entre les Etats de la région, à la fois pour permettre la libération des jeunes filles enlevées et plus largement pour lutter contre Boko Haram. Les partenaires présents (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) s'engageront à soutenir cette coopération régionale et à renforcer le dispositif international de lutte contre Boko Haram et de protection des victimes. Tous les Etats réaffirment leur engagement en faveur des droits de l'Homme, et en particulier la protection des droits des jeunes filles victimes de violences, de mariages forcées ou menacés d'esclavage.

- Coopération régionale

Le Nigéria et ses voisins développeront des capacités d'analyse et de réaction qui contribueront à renforcer la sécurité de toutes les populations et l'Etat de droit dans les zones affectées par l'action terroriste de Boko Haram.

Pour lutter contre la menace créée par Boko Haram, qui s'est dernièrement manifestée par plusieurs attentats meurtriers et par l'enlèvement de plus de 270 lycéennes, le Nigéria et ses voisins décident d'immédiatement de:

1. Sur une base bilatérale

- Procéder à des patrouilles coordonnées dans un objectif de lutte contre Boko Haram et de recherche des disparues

- Mettre en place un système de partage du renseignement afin de soutenir cette action opérationnelle

- Mettre en place des mécanismes d'échanges d'information sur les trafics d'armes et renforcer les mesures de sécurisation des stocks des armées.

- Mettre en place des mécanismes de surveillance des frontières.

2. Sur une base multilatérale

- Mettre en place une cellule de fusion du renseignement

- Instituer une équipe dédiée qui identifiera les moyens à mettre en œuvre et élaborera dans un second temps une stratégie régionale de lutte contre le terrorisme, dans le cadre de la Commission du Bassin du Lac Tchad.

Cette approche s'inscrit dans la logique du sommet de la Commission du Bassin du Lac Tchad de 2012. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'UE coordonneront leur soutien à cette coopération régionale : expertise technique, programmes de formation, soutien à des programmes de gestion des espaces frontaliers.

- Action au niveau international

Les participants s'engagent à accélérer la mise en place de sanctions internationales, en priorité dans le cadre des Nations Unies, à l'encontre de Boko Haram, d'Ansaru et de leurs principaux responsables.

- Mobilisation en faveur des zones marginalisées et de leurs populations fragiles, notamment les femmes exposées aux violences.

Le P3 et l'UE s'engagent à mobiliser les bailleurs de fonds en faveur de programmes favorisant le développement socio-économique des régions concernées, avec un accent particulier sur l'égalité femme-homme, les droits des femmes et des filles et notamment leur droit à l'éducation, le renforcement de la participation des femmes à tous les processus de décision ainsi que le soutien aux victimes de violences sexuelles (assistance juridique, aide médicale et soutien psycho-social).

L'UE dédiera un certain nombre de ces programmes en ce sens et renforcera son action de lutte contre la radicalisation.

Les participants ont convenu que le Royaume Uni accueillerait une réunion de suivi le mois prochain au niveau ministériel pour faire un point des progrès de ce plan d'action.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

CONCLUSIONS OF THE PARIS SUMMIT ON SECURITY IN NIGERIA (17 May 2014)

The Heads of State of Benin, Cameroon, France, Nigeria, Niger and Chad as well as the representatives of the United States of America, the United Kingdom and the European Union participated in a summit on security in Nigeria on 17 May 2014. The summit was occasion for the intensification of regional and international mobilisation to fight against the Boko Haram terrorist group.

The meeting ended with several decisions which will reinforce cooperation amongst the states in the region, not only to free the young girls who were taken captive but also to intensify the fight against Boko Haram. The partners at the meeting (France, the United States of America, the United Kingdom and the European Union) committed themselves to support this regional cooperation and to increase the international means required to fight Boko Haram and to protect the victims. All the states reasserted their commitment to the respect of human rights, in particular the protection of the rights of young girls who are victims of violence, forced marriages or threatened with slavery.

Regional cooperation.

Nigeria and its neighbours will develop the capacity to analyse and to react thereby contributing to reinforce the security of the population and the rule of law in all the zones affected by the terrorist activities of Boko Haram.

To fight against the threat emanating from Boko Haram, which of recent carried out several deadly attacks and kidnapped over 270 school girls, Nigeria at its neighbours decided to immediately:

1. **On a bilateral bases.**

- Institute mixed patrols that are well coordinated to fight Boko Haram and search for the missing persons.
- Put in place a system of intelligence sharing so as to sustain this operational action.
- Put in place mechanisms for the exchange of information on arms trafficking and reinforce measures to secure arms stocks.
- Put in place mechanisms for the monitoring of borders.

2. **On a multilateral bases.**

- Put in place a unit for the convergence of intelligence.
- Institute a team dedicated to the identification of the means to be required and also to elaborate a regional strategy for the fight against Boko Haram within the Lake Chad Basin Commission.

• This approach is a logical follow-up to the Lake Chad Basin Commission which took place in 2012. The United States, the United Kingdom, France and the European Union will coordinate their support to this regional cooperation: technical expertise, training programmes, and support to programmes for the management of frontier areas.

Action at international level.

The participants committed themselves to accelerating the process of putting up international sanctions, first of all within the ambit of the United Nations, against Boko Haram, Ansaru and their main leaders.

- Mobilisation in favour of marginalised zones and the fragile population, especially women who are exposed to all forms of violence.

- The three countries and the European Union committed to mobilising funding for programmes geared towards the socio-economic development of the regions concerned, with particular emphasis on the equality between men and women, the rights of women and girls, and especially their right to education, the reinforcement of the participation of women in all levels of decision making as well as the support of victims of sexual violence (judicial assistance, medical help and psycho-social support).

- The European Union will devote a good number of its programmes in this direction and will reinforce its fight against radicalisation.

The participants agreed that the United Kingdom will host a meeting next month at ministerial level to review the progress on the implementation of this plan of action.